

## **BNP PARIBAS**

**RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES  
SUR L'OUVERTURE D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU  
D'ACHAT D' ACTIONS AU BENEFICE DES MEMBRES DU  
PERSONNEL SALARIE ET DES MANDATAIRES SOCIAUX  
DE BNP PARIBAS ET DES SOCIETES OU GROUPEMENTS  
QUI LUI SONT LIES AU SENS DE L'ARTICLE L.225-180 DU  
CODE DE COMMERCE.**

**Assemblée Générale Mixte du 11 mai 2011  
Seizième résolution**

**Deloitte & Associés**  
185, avenue Charles de Gaulle  
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

**PricewaterhouseCoopers Audit**  
63, rue de Villiers  
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

**Mazars**  
61, rue Henri Regnault  
92400 Courbevoie

Aux Actionnaires  
**BNP Paribas**  
16, boulevard des Italiens  
75009 Paris

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de BNP Paribas et en exécution de la mission prévue par les articles L. 225-177 et R. 225-144 du Code de commerce, nous avons établi le présent rapport sur l'ouverture d'options de souscription ou d'achat d'actions au bénéfice des membres du personnel salarié et des mandataires sociaux de BNP Paribas et des sociétés ou groupements qui lui sont liés dans les conditions de l'article L.225-180 du Code de commerce.

Les options de souscription ou d'achat d'actions consenties en vertu de cette autorisation seront réalisées dans la limite de 3 % du capital social de BNP Paribas à la date de la décision de leur attribution, sachant que le nombre total d'options attribuées aux mandataires sociaux de BNP Paribas ne pourra donner droit à un nombre d'actions supérieur à 0,2% du capital social de BNP Paribas et que le nombre d'options attribuées à chaque mandataire social ne pourra donner droit à un nombre d'actions supérieur à 0,075% du capital social de BNP Paribas à la date de la décision de leur attribution. Les actions gratuites attribuées en vertu de la 15ème résolution s'imputeront sur ces plafonds.

Il appartient au Conseil d'administration d'établir un rapport sur les motifs de l'ouverture des options de souscription ou d'achat d'actions ainsi que sur les modalités proposées pour la fixation du prix de souscription ou d'achat. Il nous appartient de donner notre avis sur les modalités proposées pour la fixation du prix de souscription ou d'achat.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier que les modalités proposées pour la fixation du prix de souscription ou d'achat sont mentionnées dans le rapport du Conseil d'administration et qu'elles s'inscrivent dans le cadre des dispositions prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités proposées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Courbevoie, le 13 avril 2011

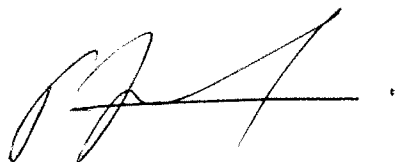
Les commissaires aux comptes

Deloitte & Associés



Pascal Colin

PricewaterhouseCoopers Audit



Patrice Morot

Mazars



Guillaume Potel